

**CE LOUARN**

**GROUPE B2**

# **QUELLE STRATEGIE POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES URBAINES ?**

**SOMMAIRE**

## **1 - Analyse des émeutes des années 1980**

**1.1 - BRIXTON, siège de la première émeute européenne des années 1980**

**1.2 - Le mystère des émeutes**

**1.3 - Les phases de l'émeute**

## **2 - La politique sociale et urbaine des années 1980 en France**

**2.1 - La multiplication des dispositifs**

**2.2 - Un échec relatif de la politique de la ville**

## **3 - L'action des forces de police**

**3.1 - Le flic, symbole de l'ordre public et intrus dans le territoire de la cité**

**3.2 - La nécessité d'une police de proximité**

### **3.3 - Opérations subversives, complément indispensable de la proximité**

Voici venu le temps des émeutes de banlieues, à la fois probables et imprévisibles. Fortement probables car la situation des banlieues est instable, pour des raisons structurelles : le chômage, le cumul des problèmes sociaux, l'affaïssement des services publics, l'omniprésente violence quotidienne... Mais totalement imprévisibles car tout peut basculer à tout moment. Il suffit que le point d'équilibre se déplace, le moindre micro-événement local peut mettre le feu au quartier, et rien ne peut arrêter la machine infernale.

Lors des événements de l'été 1981, Libération hasarde une explication : " Il ne faut pas être cartésien face à des comportements irrationnels ". D'autres prophétisent même le pire : les attentes des jeunes migrants seront aiguisées par les promesses inconsidérées des socialistes.

Jean-Jacques Rousseau pensait que les villes sont les gouffres de l'espèce humaine. Certes, la misère n'a jamais été un domaine réservé de la ville, mais la concentration des pauvres ou des exclus ne fait qu'en aggraver les effets. Or, d'après une enquête de l'INSEE publiée en 1996, la population urbaine a presque doublé entre 1936 et 1990, passant de 22 à 42 millions d'habitants ; 68% de la population française est concentrée dans des agglomérations de plus de 20000 habitants, 44% dans des agglomérations de plus de 100000 et ce phénomène ira en s'amplifiant. Cette évolution recouvre deux phénomènes : la concentration de la population dans les zones urbaines les plus anciennes et l'extension du périmètre des villes vers les banlieues et les communes rurales voisines. C'est ce dernier moteur de l'urbanisation qui, avec le développement des communes rurales périurbaines, apparaît aujourd'hui déterminant.

Entre 1955 et 1960, les grands ensembles apparaissent comme une réponse moderne et efficace à la pénurie de logements ; la presse s'en fait l'écho. Mais dans les années 60, toute la France, des ouvriers aux cadres en passant par les employés et les étudiants, rêve d'espaces verts plutôt que de révolution. Plus on est contraint de résider dans un grand ensemble, plus on l'aime. L'obligation crée alors un certain attachement. Plus tard, elle n'engendrera que le rejet.

Le développement actuel des ghettos et le mal de vivre des banlieues sont la résultante d'un quart de siècle d'une politique d'urbanisme qui a été à l'origine de la construction de banlieues sans fin, rapidement délabrées et sans âme, qui hébergent aujourd'hui 17,6 millions de banlieusards contre 15,5 millions en 1975. Certains

soutiennent, cependant, depuis quelques années, que les grands ensembles ont été injustement calomniés.

Après avoir étudié comment peut naître une émeute, nous essaierons de comprendre les raisons pour lesquelles les stratégies politico-économico-sociales et les méthodes policières ne parviennent pas à enrayer l'augmentation de la délinquance et des violences urbaines.

## 1 - Analyse des émeutes des années 1980

### 1.1 - BRIXTON, siège de la première émeute européenne des années 1980

Lorsqu'en 1981, l'émeute éclate, la population active de Brixton ne cesse de rétrécir. Qui reste? Des jeunes sans diplôme, des femmes seules couvertes d'enfants, des chômeurs, débrouillards ou déprimés, des drogués et des petits délinquants. On compte 25% d'ethnies diverses : plus de 12% d'Antillais, des Africains, des Indiens, des Pakistanais..... Ces migrants sont jeunes ; mais presque tous ont une scolarité défailante, et tous peinent à trouver un emploi. Brixton compte 13% de chômeurs et 25,4% chez les migrants, 55% de demandeurs d'emploi chez les moins de 19 ans.

L'Angleterre est frappée par l'ampleur du phénomène, en particulier l'attaque en règle des ambulances et des voitures de pompiers, et les blessures infligées à leurs occupants. Les émeutiers posent leurs conditions : le retrait des forces de l'ordre, la libération des emprisonnés, la fin du harcèlement quotidien. Une autre demande se fait jour : l'accès aux médias, pour que les opprimés puissent aussi exprimer leur point de vue. La police refuse tout en bloc. Ils profitent de l'émeute pour faire des courses bon marché... La ville est aux mains des voleurs. En dépit de toutes les précautions, 122 policiers sont encore blessés ce jour-là.

Brixton est comme une cicatrice des villes européennes : son fantôme reviendra sans cesse lorsque le continent connaîtra à son tour de pareilles explosions. C'est la chute du rideau de la société industrielle et l'annonce d'une pièce nouvelle, dont nul ne connaît vraiment ni les acteurs ni les règles.

## 1.2 - Le mystère des émeutes

Pourquoi les banlieues s'énervent-elles? Trois interprétations sérieuses coexistent.

La première peut se placer sous l'égide de Mme Thatcher : des émeutes comme celles de Brixton n'ont rien à voir avec le chômage, ce sont des explosions d'avidité brute. D'autres variantes plus douces se greffent sur cette base musclée. Si l'autorité est battue en brèche, par exemple, c'est parce que le lien social est dissous. La famille est en crise, le père est absent, la communauté n'a plus de valeur fondatrice. Autre variante : les institutions garantes de l'ordre public ne jouent plus leur rôle. Les politiciens sont faibles et lâches, la justice corrompue, la police impuissante et disqualifiée.... Ce qui amène toujours au même impératif : celui de renforcer la réforme sociale, des aspects les plus rudes aux plus chaleureux.

La seconde est réformatrice (Lord Scorman). L'accent est mis sur le contexte social et s'appuie sur la frustration des dominés : une distance infranchissable entre des normes de consommation de plus en plus élevées et des espérances d'ascension sociale de plus en plus limitées. La troisième voit dans la révolte des jeunes une transformation sociale en germe. Les jeunes des banlieues seraient des éclaireurs d'un mouvement démocratique qui se cherche.

La première famille d'explications mise sur l'autorité et sur la loi, la seconde, sur la compréhension et la réforme, la troisième sur la révolte et l'utopie créatrice .

Ce qui rapproche Brixton des Minguettes, c'est une communauté de situations : l'effondrement du salariat et des mécanismes sociaux qui, auparavant, étaient capables de fondre dans le même creuset ceux qui venaient des horizons les plus divers et de les aspirer dans la société industrielle. Les années 70 ont déjà fait table rase de deux mythologies de salut, celle du progrès technique et celle du pouvoir ouvrier. Contre qui se battent les émeutiers? contre un ennemi sans visage, contre ceux qui les nient quotidiennement, les condamnent à l'inexistence sociale et leur réservent un avenir en forme d'impasse. Ces deux sentiments forts, la sensation de l'impasse et la conscience du mépris, sont toujours à la racine des fureurs banlieusardes. Dans ce désert, demeurent les consommations flamboyantes et l'espoir des réussites magiques.

## 1.3 - Les phases de l'émeute.

La première est celle de l'offensive. Le conflit fait jouer une solidarité locale épidermique contre la police : quoi qu'elles fassent, les forces de l'ordre sont suspectes. Le conflit naît quand se développe la méfiance entre les jeunes et les garants de l'ordre social. Aucun catalogue de revendications n'est formulé, si ce n'est d'être moins opprimé, davantage respecté, enfin reconnu. Un pur sentiment de

révolte contre une injustice omniprésente, une menace de tous les instants, une persécution vague et lourde. L'idée de participer à une émeute dépend du nombre d'émeutiers potentiels dans le quartier. Dépasse-t-on le point d'équilibre, et la situation bascule. Des règles nouvelles surgissent, qui rendent le vol, l'incident criminel ou la violence contre la police normaux et quasi légitimes.

La seconde phase est celle de l'euphorie, telle la prise de la Bastille. On profite de cet instant magique où tout est permis pour prendre d'assaut les temples de la consommation. Une coopération s'improvise.

La troisième phase est celle de l'épuisement. Il y a les fractions les plus radicales et la cohorte des hésitants, ceux qui règlent leurs comptes et ceux qui s'inquiètent des dégâts provoqués. Surnagent quelques jusqu'au-boutistes convaincus.

Pour lutter contre le mal, il faut s'en prendre à ses racines, et il appartient aux Etats de mettre en place des mesures préventives.

## 2 - La politique sociale et urbaine des années 1980 en France

### 2.1 - La multiplication des dispositifs

Depuis 1981, le gouvernement français a mis en oeuvre des dispositifs, l'insertion des jeunes, les Z.E.P, les quartiers, la délinquance, Banlieues 89, pour enrayer le mal de vivre des banlieues.

Les " stages pratiques en entreprises " deviennent " des stages d'insertion professionnelle ". Dans cette perspective, trois objectifs immédiats sont posés : " lier l'insertion professionnelle et l'insertion sociale " ; " opérer des discriminations positives " pour les jeunes sans qualification, les jeunes filles et les immigrés de la deuxième génération ; enfin " le relevé technologique " en les formant à

l'informatique, à la robotique, à la biologie, etc. Il faut assurer à tous " une formation technologique ouverte " sur les professions et les élus, reposant sur " l'alternance " entre l'école et le milieu professionnel. 56 missions locales pour l'emploi sont ouvertes dès 1982, il y en aura 77 l'année suivante, 86 en 1984 et 92 en 1985.

Que faire contre l'échec scolaire? Les élèves en difficulté sont dans les territoires les plus pauvres ; on crée donc en juillet 1981, les zones d'éducation prioritaires (Z.E.P.). L'objectif est d'accorder des moyens supplémentaires aux territoires les moins bien dotés. Qu'est-ce qu'une " zone prioritaire "? Après de longs débats, il en est donné une définition dans une circulaire en décembre 1981, en énumérant des critères indicatifs, et de surcroît non limitatifs ; les uns sont " externes " (paramètres sociaux, économiques et démographiques, avec une insistance particulière sur les enfants étrangers), les autres " internes " (retards en sixième, pourcentage d'élèves dans les classes " sensibles ", les abandons au C.A.P.....). Tous ces critères sont contestés, ainsi, la relation entre immigration et échec scolaire, appuyée sur de fausses évidences linguistiques : " ils parlent mal français ". Or , à niveau socioculturel égal, les enfants de migrants auraient plutôt un léger avantage sur les fils d'autochtones ... On recense bientôt 350 Z.E.P. sur toute la France ; 5000 emplois supplémentaires y sont affectés.

Lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, les H.L.M. s'inquiètent ; si les riches s'enfuient et les pauvres affluent, quel est l'avenir des quartiers d'habitat social? Une commission nationale dite " Dubeout " est créée pour insuffler aux quartiers une énergie toute fraîche, réinventer le social et l'urbain. Elle attache une importance extrême à la démocratie locale, à l'écoute des habitants, même s'ils ne votent pas, même s'ils ne sont pas regroupés dans des associations labellisées. Des antennes locales sont mises en place sur seize sites, puis sur vingt-trois, pour atteindre plusieurs centaines dix ans plus tard.

En mai 1982, une commission des maires sur la sécurité est installée avec mission de procéder à une réflexion d'ensemble et faire des propositions concrètes susceptibles d'enrayer le développement du sentiment d'insécurité. Les élus, toutes tendances confondues, estiment les forces de police mal employées et l'action des travailleurs sociaux mal articulée avec celle des communes et déplorent la lenteur dans l'application des sanctions et l'absence de peines adaptées à la petite délinquance. La doctrine est claire : lutter contre la délinquance est l'affaire de tous et ne doit pas rester l'apanage des forces de police. L'exigence d'insertion est mise au centre de trois axes de travail, donnant leur titre au rapport : Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité. L'ordre des trois termes est significatif. Oeuvrer pour la sécurité, c'est d'abord déployer localement les initiatives de prévention. Les C.C.P.D. (conseils communaux de prévention de la délinquance), coordonnés et animés centralement par le C.N.P.D. (conseil national de prévention de la délinquance) prendront en charge le plus souvent les activités d'été pour les jeunes. Les municipalités devront également adopter un réflexe local de " projet "

plutôt que de récrimination sécuritaire ou de demande assistancielle. C'est ensuite affiner les mesures de répression, associant sans exclusive tous les professionnels. Enfin, sur le flong terme, c'est renforcer les solidarités quotidiennes. Seules une pédagogie de la citoyenneté et une " solidarité vigoureuse " réduiront le sentiment d'insécurité. " La réponse aux préjugés sécuritaires? Une cité plus solidaire, ouvrant la voie à une communauté pacifique. "

Banlieues 89 constitue le coup d'envoi donné à une nouvelle opération sur l'urbanisme de banlieue. La commission de développement social des quartiers a donc désormais une petite soeur, moins riche mais plus bruyante. La mission reçoit une tâche écrasante : présenter un (nouveau!) plan d'aménagement du pourtour de la capitale, défendre des projets exemplaires proposés par des maires de banlieue et faire des propositions pour embellir les espaces périurbains. " Faire des banlieues aussi belles que les villes ", diront inlassablement les animateurs de Banlieues 89. Celle-ci s'avère une experte du raccomodage urbain : transformer les friches industrielles, recoudre deux quartiers ou deux communes, parsemer les Z.U.P. de places et aménager les abords des cités, ouvrir, désenclaver, restructurer...

En deux ans, du chômage des jeunes à la délinquance, de la pauvreté aux banlieues, on est intervenu sur tous les fronts. C'est la grande invasion des " dispositifs ". Pourtant, dès les premiers temps de leur existence, eux-mêmes doutent de leur efficacité. Ils constatent tout d'abord qu'ils se marchent mutuellement sur les pieds. La commission pour le développement social des quartiers avait une vocation généraliste, et on lui adjoint des concurrents, qui la traitent parfois sans bienveillance et qui s'agacent même de son existence. Qu'importe. A ce moment, tout le monde croit encore que la crise est sur le point de se terminer, que le progrès social reviendra. Un bricolage de génie, oeuvrant dans le provisoire, est donc suffisant....

## 2.2 - Un échec relatif de la politique de la ville

Il n'a pas été possible à la politique de la ville de surmonter ce que certains qualifient l'impuissance publique : une perte flagrante d'efficacité doublée d'une incapacité de se réformer. La technocratie ne s'est pas assouplie dans les années 80. Loin d'être animateur, l'Etat est devenu plus rigide dans ses fonctionnements financiers, plus anarchique dans la définition de ses objectifs et dans son organisation, plus ouvert aux groupes de pression. En outre, les grands projets de transformation sociale caressés au début des années 80 n'ont pas vraiment mordu sur la haute fonction publique.

La décentralisation devait rapprocher les élus et les populations. Les habitants des quartiers précarisés s'estiment moins bien informés que les autres. Pis ; une majorité estime que les élus ne se préoccupent pas de ce qu'ils pensent. Le sentiment d'abandon l'emporte. En revanche, les maires populistes peuvent-ils compter sur l'appui des précaires? Cela est douteux ; les institutions françaises ne favorisent pas la démocratie locale. En même temps que les associations se sont délitées, les contre-pouvoirs ont disparu. Les mairies de quartier ou les commissions extra-municipales sont dépourvues de toute capacité réelle de décision. Restent des professionnels de proximité qui, çà et là, réinventent l'action sociale au quotidien. Mais, eux-mêmes sont souvent en souffrance sociale. Ils déplorent de n'avoir guère d'instruments entre les mains et s'inquiètent chaque jour davantage.

Comme il fallait répondre à des besoins importants, on a voulu concentrer le peuplement de populations à problèmes selon une procédure systématique et monofonctionnelle, celle des ZUP. Certains ont alors préconisé la suppression des grands logements collectifs, avec leur composition homogène et répétitive , casser leur monofonctionnalisme d'antan et brasser les populations. Il fallait en finir avec ce monstre qu'est le grand ensemble : c'est ce que proclament les assises de Bron. Mais cela ne règle pas le problème fondamental du logement.

L'Etat veut mettre un terme aux ghettos, car ils font peur. Les populations les plus précaires ne sont pas un cadeau pour une commune. Les cas sociaux ne lui rapportent rien, financièrement, puisqu'ils sont incapables de payer les impôts locaux, et ils coûtent cher en aides diverses. Qui plus est, par un effet de cascade, ils sont à l'origine d'un appauvrissement généralisé du lieu. La démolition du bâtiment permet donc de s'en débarrasser en douceur, de limiter le nombre de migrants, et espère-t-on, de recruter une population nouvelle, plus honorable et plus richement dotée.....

Fondamentalement, les pouvoirs publics ont-ils vraiment le " développement " comme objectif? Ne viseraient-ils pas plutôt ce que les Anglo-Saxons appellent le containment , solution insatisfaisante sur le plan social, mais probablement souhaitable sous peine d'attirer toute la misère du monde : gérer au mieux de l'existant, en évitant dégradation et contagion? On " cible " donc des populations précaires. Qu'est-ce qu'un pauvre à la fin des années quatre-vingt? Quelqu'un qui vit de l'assistance, à hauteur de 2000F par mois, qui habite dans un grand ensemble repeint en rose bonbon ou en vert pomme et qui suit de temps en temps quelques stages de remobilisation sociale et de rédaction de curriculum vitae. Et qui se déprime devant une télévision lui répétant que les exclus sont la priorité des priorités.

Dans un tel contexte, quelle stratégie adopter pour les forces de police?

### 3 - L'action des forces de police

#### 3.1 - Le flic, symbole de l'ordre public et intrus dans le territoire de la cité

Les gardiens de la paix constituent la cible privilégiée des excités dans les zones sensibles. Signe extrême de cette dérive, désormais, certaines bandes n'hésitent plus à tendre des pièges aux forces de l'ordre. De plus en plus souvent l'hostilité de certains jeunes gens dérape rapidement de l'insulte vers la violence physique à main nue, mais aussi, vers l'utilisation d'armes à feu, comme à Cergy-Pontoise ou à Bagneux.

Pareille haine du flic peut être imputée à plusieurs causes. Symbole de l'ordre public, le policier a notamment le tort, pour certains, de troubler les trafics qui alimentent une économie parallèle en plein essor dans les quartiers sensibles. Par ailleurs, souvent d'origine étrangère, et vivant en marge d'une société française dont ils ignorent - pas toujours délibérément - les traditions, les règles et la culture, les jeunes de ces quartiers perçoivent, selon des sociologues, leur cité comme leur " territoire ". La présence de tout étranger, fût-il policier, leur apparaît comme une intrusion, voire un viol. Ce qu'aggrave parfois l'attitude de certains policiers maladroits, sinon provocateurs, propre à alimenter le racisme antiflic au sein d'une population prompte à dénoncer en retour un racisme des policiers. De quoi entretenir un climat d'hostilité, quasi obsessionnel, qui s'enflamme à la moindre bavure, réelle ou supposée. Un autre grief renforce souvent l'animosité envers les forces de l'ordre : quoi qu'ils fassent, les policiers jouiraient d'une impunité assurée.

#### 3.2 - La nécessité d'une police de proximité

Aux dires des magistrats, depuis quelques années, les préfets et la police privilégieraient l'ordre public au détriment du judiciaire. Ainsi, la direction centrale de sécurité publique a notoirement négligé la sécurité de proximité pour privilégier - non sans certains succès - le maintien de l'ordre et la lutte contre la délinquance organisée. Ce qui s'est traduit par une généralisation des compagnies départementales d'intervention, la multiplication des brigades anticriminalité et le développement des sûretés urbaines départementales. Pour ce faire, elle a puisé

dans les rangs des îlotiers et des gardiens de la paix précédemment dispersés sur la voie publique. Lourde erreur, diront certains.

Ce déficit sur le terrain a provoqué un véritable appel d'air pour les polices municipales. Au fil des ans, leurs effectifs ont rapidement gonflé pour atteindre aujourd'hui 15000 hommes. Parallèlement, les sociétés de vigiles et de polices privées ont prospéré. Elles comptent actuellement 140000 employés. Certes, ce phénomène n'est pas propre à la France : en Grande-Bretagne, par exemple, on dénombre 300000 agents privés de protection et sécurité. Soit le double des effectifs de la police. Mais les spécialistes estiment qu'en France, à effectifs policiers constants, on pourrait obtenir une bien meilleure efficacité, précisément en s'attachant à une meilleure police de proximité et en mettant en application la nouvelle répartition géographique des forces de police et de gendarmerie. Cette dernière mesure a fait l'objet d'une décision dans la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité du 21 janvier 1995, les villes de moins de 20000 habitants devant relever de la compétence exclusive de la gendarmerie, mais elle n'est pas mise en oeuvre en raison de blocages orchestrés par les syndicats et certains élus trop heureux de bénéficier des deux forces de police mises à disposition par l'Etat).

Le problème consiste à savoir si la police de proximité relève bien de la police nationale ou de la police municipale, et dans le cas où il s'agit de cette dernière, avec quelles compétences? Enfin, toutes les villes n'ont pas les moyens de s'offrir une police municipale aussi pléthorique que celle de Nice ; en revanche, on peut s'interroger sur le statut particulier de la police de Paris alors qu'elle relève du ministère de l'Intérieur, donc du budget de l'Etat.

### 3.3 - Opérations subversives, complément indispensable de la proximité

La proximité, que la gendarmerie a toujours prônée, et qui constitue un de ses principes fondamentaux, ne saurait pas cependant répondre seule à la délinquance organisée de certains quartiers. Elle doit être complétée par des opérations subversives, à l'instar de celle menée avec succès dans certains quartiers de Toulouse par une cinquantaine d'hommes des renseignements généraux installés dans des appartements. Basée sur l'observation de jour et de nuit de la vie des habitants et des allées et venues, cette opération a permis ainsi d'établir la présence de bandes, très hiérarchisées, composées de 20 à 30 membres chacune, avec leurs noms et adresses, leur rôle et le type de trafics - en particulier de haschisch - auxquels ils se livraient. Après un an de ce travail, complété de photos et de de films accablants, la sécurité publique a pu démanteler deux équipes le 4 juin 1996.

Cette opération a permis également de constater l'évolution des milieux islamistes dans ces quartiers où le PC tenait encore le haut du pavé il y a encore 10 ans. L'extrême gauche l'avait supplanté en tenant un discours axé sur l'intégration, jusqu'à la montée en puissance d'islamistes radicaux qui ont délaissé l'université pour s'implanter dans les cités en prônant le regroupement communautaire autour de l'identité religieuse. Ce prosélytisme les a amenés à investir les milieux associatif, sportif et culturel, à faire du soutien scolaire et à créer une école coranique.

Ceci a permis aussi de voir qu'à l'origine de certaines montées de fièvre, se trouvaient des dealers qui avaient contribué à chauffer des esprits de jeunes gens prédisposés à s'enflammer. Derrière les caillassages et les voitures qui brûlent, on trouve parfois des noyaux durs. Ils imposent leur loi dans le quartier et s'abritent derrière la révolte larvée des adolescents, en soufflant sur les braises, si nécessaire. Il arrive, à l'inverse, que les organisateurs de trafics souterrains fassent régner un calme apparent dans une cité pour s'y livrer à leurs activités hors de toute présence policière.

## CONCLUSION

Des Etats-Unis ou d'Europe, tous tentent de comprendre les recettes miracles qui ont fait chuter la délinquance de 69% lors des 4 dernières années pour la seule ville de New York. A Los Angeles, dans les dix plus grandes villes du pays, les statistiques témoignent toutes d'une forte chute de la criminalité. Le boom économique, la baisse constante du chômage, le vieillissement de la population et surtout le nombre impressionnant des détenus expliquent en partie ces résultats. 1,7 million de personnes sont sous les verrous pour une population de 263 millions. Si le ratio français était appliqué, la population carcérale américaine ne devrait pas dépasser 263000 personnes. Elle est donc de plus de 6 fois supérieure.

Les Etats-Unis ont très nettement renforcé la répression au point, pour certains, de tomber dans un mythe sécuritaire. La sécurité paie. Et Bill Clinton, en précampagne électorale, a proposé en 1994, l'embauche sur fonds fédéraux de 100000 policiers de plus d'ici à l'an 2000. Trois ans plus tard, à mi-parcours, 67000 policiers ont déjà été recrutés, soit un investissement de 23,5 milliards de francs ( à comparer au budget de la police en France en 1998 : 28,2 milliards) et le 15 janvier dernier, le président américain a annoncé la création sur fonds fédéraux de 1600 postes de policiers supplémentaires à New York.

La méthode de la police new-yorkaise repose sur 3 axes :

- le " zéro tolérance " et la théorie de la " fenêtre brisée ", définies par le sociologue James Wilson et le criminologue George Killing ; selon cette théorie, si on laisse une fenêtre brisée sans réagir, une autre le sera à son tour, puis toutes les vitres, et enfin, l'immeuble sera dévasté,

- la responsabilité individuelle de chaque dirigeant de police,

- la participation des citoyens qui sont des acteurs et partenaires de la sécurité.

Avec cette stratégie, New York a changé de visage : le métro n'est plus couvert de graffiti, il est devenu téméraire de sauter par-dessus les barrières en raison de la présence permanente de policiers en civil. Chaque délit est susceptible d'être poursuivi : la radio qui fonctionne trop fort comme la circulation à vélo sur les trottoirs. Toute personne interpellée est interrogée sur ce qu'elle sait de la délinquance dans son quartier et subit un dépistage de consommation de drogue, car l'essentiel de la criminalité est dû à la la drogue et à l'alcool (62 à 82% des délinquants interpellés sont toxicomanes).

Dans le 5e district de Washington, un des plus durs de la ville, l'an dernier, la police a répondu aux 125000 appels radio. Elle se déplace toujours, souvent pour rien et simplement pour sécuriser la population. Pour cela, le chef de ce secteur a toute latitude pour gérer ses 250 policiers pour une population presque exclusivement pauvre et noire. Il peut modifier le nombre de policiers présents dans la rue selon les heures du jour ou de la nuit .... sans préavis et sans protestation des troupes, car les flics veillent, le métier de policier y étant bien payé.

Aux Etats-Unis, les mineurs ne bénéficient pas d'un régime aussi protecteur qu'en France. Ainsi, les prisons pour mineurs ne désemplissent pas. Chaque année, le département de la Justice pour les jeunes en reçoit près de 6000 (en majorité âgés de 12 à 15 ans), incarcérés en attente de leur jugement.

Certes, la société américaine, gangrenée par la violence et les incivilités qui avaient atteint un niveau inégalé dans le monde, a changé. Il ne fait plus bon sortir des règles, sous peine de se voir lourdement condamné. Cependant, la solution est probablement dans la répartition des efforts entre répression et prévention. Si la Californie, championne du monde de la construction des prisons, continue à investir autant dans le carcéral que lors des trois dernières années, en 2010, elle dépensera trois fois plus pour les prisonniers que pour son système éducatif ; une telle dérive n'est pas raisonnable. D'ailleurs, si pour les policiers américains, leur tâche consiste à arrêter un maximum de personnes, leurs concitoyens estiment qu'une bonne police permet une vie en bonne harmonie. Enfin, les membres de la mission française envoyée aux Etats-Unis par le ministre de l'Intérieur font observer que c'est dans la

frange de la sur-criminalité que les mesures ont été les plus efficaces et qu'il convient de voir lorsqu'ils arriveront à des seuils inférieurs correspondant aux normes de la délinquance européenne. Par ailleurs, un criminologue américain prédit une remontée des crimes et délits, dès que les jeunes âgés de huit à dix ans, actuellement très nombreux, atteindront l'âge de la puberté.

Au ministère de l'Intérieur français, on estime que la population doit participer à sa sécurité, s'y investir mais sans tomber dans la délation ni la constitution de milices, qu'il faut recréer le chaînon manquant entre elle et la police et que ce rôle pourrait être dévolu aux agents de sécurité (6800 en poste d'ici la fin de l'année dans le cadre des emplois-jeunes attachés à la police nationale) et à des agents locaux de médiation auprès des municipalités, associations, bailleurs sociaux. Ce sont eux qui seraient à l'écoute des gens en même temps que les policiers, qui, responsabilisés davantage sur des secteurs géographiques moins étendus et plus précis, cesseraient de faire uniquement du pénal et prendraient les événements en compte dès les seules incivilités. Ils traiteraient eux aussi le carreau cassé .... à condition que la justice lui donne une suite pénale appropriée, dès lors que l'arsenal juridique le permet (ce qui n'est pas tout à fait le cas pour les mineurs qui bénéficient pour l'heure d'une quasi immunité, même si l'on perçoit des résultats encourageants dans le département de la Seine-Saint-Denis).

La gendarmerie nationale a toujours exercé cette police de proximité avec succès en milieu rural. Aujourd'hui, 20 % des effectifs de la gendarmerie départementale se trouvent en zone périurbaine où l'INSEE prévoit l'augmentation de 7 millions d'habitants d'ici 2015 (actuellement, 50% de la population habite dans des zones relevant de sa compétence exclusive). Outre la condition pré-citée relative à la justice, elle ne parviendra à faire face au défi que devront relever les forces de police qu'en complétant son savoir-faire par des moyens d'action permettant une intervention rapide (avec des moyens similaires aux compagnies d'intervention et aux brigades anti-criminalité de la police, n'en déplaise à leurs détracteurs) et une lutte subversive contre les réseaux d'économie parallèle. Il est nécessaire pour cela qu'elle puisse également alléger son dispositif dans les zones de police d'Etat afin de redéployer les effectifs dans les zones périurbaines.

## BIBLIOGRAPHIE

- Violences urbaines (Christian BACHMAN et Nicole LEGUENNEC)

édition Albin Michel

- Divers articles de journaux, et en particulier du Point

- Rapport d'information sur le rôle de la gendarmerie dans les zones périurbaines par  
M. ALLONCLE, sénateur